

# L'HUMANITE ROUGE

PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

M 1659 - 1288 - 3,00F

du 6 mai au 12 mai 1982

## MALOUINES fracture Nord-Sud

**C**omme un gros pavé dans la mare, le conflit des Malouines n'a pas fini, de faire éclater — au moins conjoncturellement — les alliances traditionnelles au plan international, bouleversement aux conséquences encore imprévisibles.

Les premiers commentaires, mi-sérieux mi-ironiques, de la grande presse sur le caractère anachronique de l'affaire, ont fait place à une inquiétude de plus en plus grande. Car il est vrai que les plus grands conflits mondiaux ont toujours commencé par des incidents mineurs, cristallisant d'un seul coup les rapports de force à l'échelle mondiale.

Sans aller jusqu'à dramatiser outre mesure l'actuel conflit qui oppose l'Argentine à la Grande-Bretagne, plusieurs réflexions s'imposent.

Anachronisme? Oui, si l'on veut bien considérer anachronique qu'en 1982, le fait colonial soit encore imposé par le fer et par le feu à une petite île de l'Atlantique sud, comme au bon vieux temps des grands empires coloniaux. Mais un anachronisme qui a la vie dure quand on voit les prises de positions pro-britanniques des USA et de l'Europe occidentale. En soutenant la Grande-Bretagne, les USA ont montré que dans un conflit opposant un pays du Nord à un pays du Sud, ils choisissent le Nord, attitude somme toute logique pour la première puissance impérialiste du «monde libre». Même si cela représente un sacré coup aux traditionnelles bonnes relations tissées entre les USA et l'Amérique latine, au fil des ans et des coups d'Etat militaires pro-américains. Car quels que soient les régimes antipopulaires en place, l'Amérique latine se sent du Tiers Monde et l'on n'y plaisante pas avec les vestiges de la colonisation. Voilà qui explique l'incroyable rapprochement en train de s'opérer sur ce continent entre pays hier encore près de la rupture. Voilà qui explique aussi le coup de cœur du peuple argentin pour les Malouines, malgré son opposition à la junte militaire. Voilà qui explique enfin, les réactions du Tiers Monde dans son ensemble, symbolisées par le soutien du bureau directeur du Mouvement des non-alignés à la cause argentine. Un regain d'unité du Tiers Monde, toutes tendances confondues, et où les USA risquent de jouer perdant, une fois de plus.

**L**e problème, c'est que l'Europe occidentale, peu sensible par essence aux revendications anticolonialistes, s'est rangée du mauvais côté. En décrétant des sanctions économiques contre l'Argentine, les pays européens (sauf l'Espagne) ont sans aucun doute contribué à accentuer l'intransigeance britannique et se sont attirés l'hostilité de l'Amérique latine. Une hostilité qui n'épargne pas le gouvernement français et qui risque de contrecarrer sa percée diplomatique dans le Tiers Monde.

Dans ces conditions, l'URSS joue sur du velours. Encore peu présente en Amérique latine, jusqu'ici place forte des USA, elle a tout à gagner en soutenant l'Argentine. Le ministre argentin de l'Economie n'a-t-il pas déjà déclaré que l'URSS était anti-impérialiste.

Partie d'une légitime revendication, la crise des Malouines débouchera-t-elle sur une nouvelle avancée soviétique?

La vigilance s'impose, d'autant que les organismes internationaux, comme l'ONU, semblent bien démunis pour obtenir un règlement pacifique du conflit.

Claude LIRIA

## CITROEN

# Un combat pour la liberté



**LA DROITE  
VEUT  
GREER UN  
RASSEMBLE  
MENT  
DE LA PEUR  
Un cheval  
de bataille  
nommé  
«sécurité»  
(page 3)**

## Entre nous ...

### LE POIDS DES MOTS

«*Tout peut arriver, dans Rome, lorsque Spartacus, invoquant d'autres dieux, règne sur la ville, lorsque, jusque dans le Sénat, des voix s'élèvent pour louer sa sainte révolte et que les légions, désarmées, le regardent sans broncher détruire les temples de l'Empire...*». Ainsi s'exprime, dans *Paris-Match*, entre un «scoop» sur les malheurs de Lady Di et quelques staliottas revamment déshabillés, l'illustre plume Jean Cau. A coups de lieux communs puisés dans Claudel ou Maurras, il décrit «l'étrange sabotage de Flins», «la grève sainte» des O.S... L'usine aux mains des immigrés! Le vandalisme! Les cadres tremblant de peur! Le racisme anti-Français! L'anarchie! Les syndicats débordés! Les revendications éhontées! Les barbares sont dans Rome... Il ne manque que la patricienne effarouchée, aux grands yeux limpides, odieusement outragée par les esclaves en révolte... De quoi donner des bouffées de chaleur aux mémères endiamantées du XVIe et à tous les Du-Cau-la-joie en mal de «France aux Français»...

Et pourtant, les dieux savent que Rome (alias la Régie) est aux petits soins pour ses esclaves. Des cadences «souples et douces», des salaires de «5 800 à 6 000 francs» et «la tranquille routine d'un travail machinal qui permet de bavarder entre copains du loto et du tiercé» (J. Cau dixit!)... Manque plus que les p'tits fours, le dry et le rocking-chair... Renault, vu par Cau, c'est le Club Méditerranée avec des gentils cadres pour animer les jeux de société en bout de chafne...

Dans la «tranquille routine du travail machinal» de pisse-copie au service de la réaction, Jean Cau soigne son public à coups d'envoies lyriques et de mensonges... Un exemple, si ce triste sire veut donner la différence pour atteindre les soi-disant 6 000 francs par mois pour un O.S.3, il lui faudra aligner 1 468 francs. Quant aux cadences «douces», nul ne l'empêche de prendre du service pour y goûter.

Et y'en a qui appellent ça du journalisme!!!

Claude DHALLUIN

**ILE-DE-FRANCE  
350 000 CHOMEURS  
ET ÇA CONTINUE...**

Le chômage n'a pas subi de coups d'arrêt en Ile-de-France, déclare l'URIF-CGT qui estime à 350 000 le nombre de personnes concernées et à 2 000 les salariés en voie de licenciement dans une trentaine d'entreprises.

**5 000 FRANCS D'AMENDE  
POUR UN CAFETIER RACISTE**

Il avait apposé sur sa vitrine un panneau interdisant l'entrée « aux singes et aux Juifs ». Ce tenancier de débit de boisson, Claude Doudot, se défendait bien sûr d'être raciste, mais se plaignait d'avoir « trop de perturbateurs dans une clientèle surtout constituée de Maghrébins. »

Comme on le voit, il n'a agi ainsi que par souci de lutter contre l'insécurité, il va de soi pour lui, que certaines catégories de personnes engendrent automatiquement perturbations, bagarres et troubles : « Je n'ai pas osé mettre : Interdit aux Arabes. J'avais peur d'être taxé de racisme. »

Le cafetier a été condamné à 5 000 francs d'amende et à payer 500 francs de dommages et intérêts à la LICRA et 1 500 francs au MRAP.

**500 MILLIONS DE CHOMEURS  
DANS LE MONDE**

C'est le chiffre fourni par Francis Blanchard, directeur de l'Organisation internationale du Travail. Ce dernier se trouvait au Brésil lorsqu'il a abordé ce problème et parlé du sous-emploi comme d'un « cancer, maladie tragique et récurrente ». Au Brésil, on compte 2,5 millions de chômeurs et 8 millions de sous-employés.

**PEUGEOT CONDAMNÉ  
PAR LES PRUD'HOMMES**

Dans un jugement rendu le 24 avril, le conseil des prud'hommes de Montbéliard a condamné Peugeot à verser 320 000 francs à titre d'indemnité de préavis et d'indemnité de licenciement à James Schenkel, O.P. à Sochaux et licencié en 1979. Le conseil des prud'hommes a proposé la réintégration de Schenkel, Peugeot devant verser à celui-ci en cas de refus de l'une ou l'autre des parties, 129 000 francs à titre de dommages et intérêts.

Schenkel, ouvrier professionnel depuis 24 ans à Peugeot, avait été licencié le 23 juillet 1979 à la suite d'une altercation avec un agent de maîtrise qui ramassait des tracts déposés sur des établis.

**LU DANS LA PRESSE**

Lu dans la presse le 20 avril : « Bilan de l'expédition, au bout de quelques kilomètres de galeries : une douzaine de pauvres hères, dont quelques jeunes "squatts" en blouson de cuir, d'authentiques vagabonds plus ou moins philosophes, un "anar" sec comme un coup de trique, l'œil cerné de khôl, qui fait en titubant sur le ballast le V de la victoire, un vieux noir trapu qui ressasse ses souvenirs de boxeur d'avant-guerre et quelques rats non laveurs... La triste cohorte. »

Vous avez bien lu. Il ne s'agit pas d'une citation de Minute, mais d'un passage extrait d'un reportage sur « la chasse aux clochards » la nuit dans le métro publié dans Le Quotidien de Paris, grand journal d'opposition financé, dit-on, par la publicité des trusts pharmaceutiques. Le reporter a suivi les agents de la RATP chargés de faire évacuer les rames, les stations et les galeries après l'arrêt du trafic. Décidément quand une certaine

**DAUPHINÉ LIBÉRÉ (SUITE ET FIN)  
LA CFDT MET EN CAUSE L'AGENCE HAVAS**

Dans un communiqué publié récemment, la section de Grenoble du SJF-CFDT apporte des éléments nouveaux sur l'affaire, en affirmant que « selon des informations concordantes, la société Havas pourrait aider de façon décisive le groupe Hersant dans l'opération de rachat du Dauphiné Libéré ». La société Havas disposerait en échange d'une partie du potentiel publicitaire du groupe Hersant. Il faut préciser que l'Etat est majoritaire à 51% dans l'agence Havas. Toujours selon la CFDT, la transaction en cours serait facilitée au plus haut niveau. Le directeur du cabinet de Mitterrand, Rousselet, ancien Pdg de la Compagnie parisienne des taxis G7 et très attentif aux problèmes de l'information, pourrait être « le successeur dès cet été de l'actuel président de la société Havas ». Les démentis apportés à ces informations par les intéressés n'ont pas mis fin aux rumeurs concernant l'appui ou la complicité passive du pouvoir à l'opération Hersant-Dauphiné Libéré. Tout le monde se demande qui va prêter à Hersant les capitaux nécessaires à son coup de force. L'acquéreur du Dauphiné Libéré, deuxième titre de la presse quotidienne régionale, devrait apporter immédiatement 40 millions de francs, tandis que le rachat des parts actuellement sous séquestre bancaire est évalué à 150 millions de francs. On dit, par ailleurs, que le groupe textile Boussac-St-Frères a accordé, en novembre 81, de nouveaux délais de paiement à Hersant qui n'a toujours pas fini de régler le paiement de L'Aurora (qui appartenait auparavant à Boussac). Or, le groupe géré actuellement par un administrateur provisoire nommé avec l'accord du gouvernement est tenu à bout de bras par les finances publiques. On se demande bien pourquoi de telles facilités sont accordées à Hersant par ceux qui lorsqu'ils étaient dans l'opposition dénonçaient, à juste titre, sa main mise sur la presse. Hersant, dont on connaît le passé sous l'occupation, empereur du papier journal, support des nostalgiques du nazisme dans le Figaro Magazine, vient de racheter le deuxième quotidien de province (douzième quotidien du groupe Hersant). Il a eu, semble-t-il, l'appui des banques et de sociétés à capitaux d'Etat. Les actions en justice pour l'application des ordonnances de 1944 sont au point mort. Ça se passe en France, un an après le 10 mai 1981...

presse condescend à se pencher sur le sort des rejetés du système, c'est toujours avec des arguments très bas.

**LE MAIRE DE PARIS  
N'AIME PAS LES SYNDICATS**

Le maire de Paris, un certain Chirac, et le directeur du Bureau d'aide sociale (BAS) ont décidé de supprimer le mode d'attribution des heures syndicales mensuelles (dispenses de service), et de mettre en cause les heures attribuées à chaque syndicat après les dernières élections professionnelles.

**LES NÉO-NAZIS  
DE L'EX-FANE S'AGITENT**

La FANE, organisation néo-nazie impliquée dans bon nombre d'attentats et d'actions racistes a été dissoute le 3 septembre 1980. Elle s'est reconstituée sous le sigle FNE. Mardi 20 avril, six de ses chefs ont tenu réunion dans un restaurant de Bagnolet, Seine-St-Denis autour de la croix gammée. Frederiksen, leader de la FANE, en était. Les Faisceaux nationalistes européens qui ont succédé à la FANE avaient revendiqué des attentats contre des édifices juifs à Paris, contre des locaux du MRAP

On sait que, le 4 mars 1981, Frederiksen avait été reconnu coupable par la Cour d'appel de Paris « d'apologie de crime, de meurtre, de crime de guerre et de délits de collaboration », de « provocations à la haine raciale » pour ses écrits dans la revue de la FANE.

Son garde du corps, inculpé le lendemain « d'infraction à la législation sur les armes et les munitions », avait ensuite été remis en liberté. Il faut dire qu'à l'époque Bonnet considérait le néo-nazisme comme une opinion et reprochait aux organisations antiracistes de lui faire trop de publicité. Ne feignait-il pas d'ignorer la présence de néo-nazis de la FANE au sein des forces de police ?

Aujourd'hui, Bonnet n'est plus ministre de l'Intérieur, mais les Faisceaux nationalistes européens existent toujours, revendiquant haut et fort leur appartenance à l'Internationale terroriste noire. On peut supposer qu'ils ne rechigneront pas à perpétrer des actes de déstabilisation du régime. Cet aspect de la lutte antiterroriste, singulièrement omis par l'opposition, n'est pas négligeable. Les activités des néo-nazis, leurs publications et leurs organisations doivent être interdites.

Rubrique réalisée par  
Léon CLADEL

**Repères économiques**

**J'EPARGNE, TU EPARGNES...  
ILS PROFITENT**

Un rapport du nom de son auteur, Dautresme, vient d'être remis aux ministres de l'Economie et des Finances et du Budget : il avance 116 propositions pour une réforme de l'épargne, de son financement et de sa fiscalité.

L'objectif clairement affirmé dans ce rapport : faire en sorte que l'épargne puisse fournir aux monopoles des capitaux à long terme. A cet effet, deux grandes catégories de mesures sont retenues :

la première consiste en la création de plusieurs sortes de plans d'épargne :

— un plan d'épargne investie, cousin germain des « actions Monory ». Ce plan vise à inciter à placer son argent en actions ou en obligations dans la limite de 50 000 francs en l'immobilisant pendant 5 ans au moins, car cette durée est la condition pour que les intérêts ne soient pas imposés.

— un compte d'épargne patrimoniale : dans la limite de 10 000 francs par personne et par an. L'argent ainsi placé bénéficie pour 20% de déduction du montant de l'impôt.

La deuxième catégorie de mesures concerne la fiscalité de l'épargne.

S'agissant de « faire glisser l'épargne liquide vers des placements de longue durée », le rapport préconise la suppression progressive du livret A de la Caisse d'épargne (pourtant, le plus couramment utilisé par les travailleurs) en stabilisant ses avantages, par un blocage du plafond des dépôts.

D'autre part, le rapport préconise la suppression de l'avoir fiscal, avantage considérable pour les firmes qui se voyaient, par ce système, rembourser une partie de l'impôt qu'elles avaient payé. Toutefois, il serait remplacé par une autre formule, tout aussi avantageuse pour elles. Elles bénéficieraient, en effet, d'une déduction — automatique et sans condition — des dividendes

versés de l'impôt sur les sociétés à concurrence de 50% de ces bases ; une déduction supplémentaire de 50% encore est prévue en cas d'investissements ou d'émission d'actions nouvelles.

On le voit, cette série de nouvelles mesures préconisées par ce rapport, va, dans le sens d'avantages considérables accordés aux monopoles et à leurs profits. Cette réforme est subordonnée à la priorité accordée aux profits des trusts : elle passe par une relance de la Bourse et de la spéculation, de même qu'elle vise à stimuler la concentration et la restructuration des firmes. Songeons qu'en cas d'investissements ou d'émission d'actions nouvelles (donc, d'agrandissement de leur taille), elles pourront bénéficier d'une déduction fiscale allant jusqu'à 100% des dividendes versés ! Par ailleurs, il est à craindre que de tels cadeaux fiscaux soient payés par les travailleurs...

D'autre part, comme l'objectif principal de ce nouveau régime consiste à fournir à nos monopoles des capitaux à long terme, cela suppose que l'argent que l'on place ne puisse plus être retiré à tout moment, mais soit immobilisé. D'où la suppression progressive du livret A de la Caisse d'épargne. Finie donc pour les travailleurs la possibilité de placer leurs économies avec un taux d'intérêt actuellement de 8,5% non imposé et que l'on pouvait retirer à son gré, à tout moment. Certes, le rapport prévoit l'institution du livret rose (que le Parlement vient de voter) : ce livret permet aux catégories de revenus les plus faibles de placer leur argent indexé sur l'inflation (donc, protégé par la hausse des prix) et garantit une disponibilité immédiate de cet argent ainsi placé. Mais, cela ne concerne que les catégories de revenus les plus faibles. L'asphyxie lente du livret A prévue dans le rapport va désavantager bon nombre de travailleurs et tout particulièrement les revenus moyens.

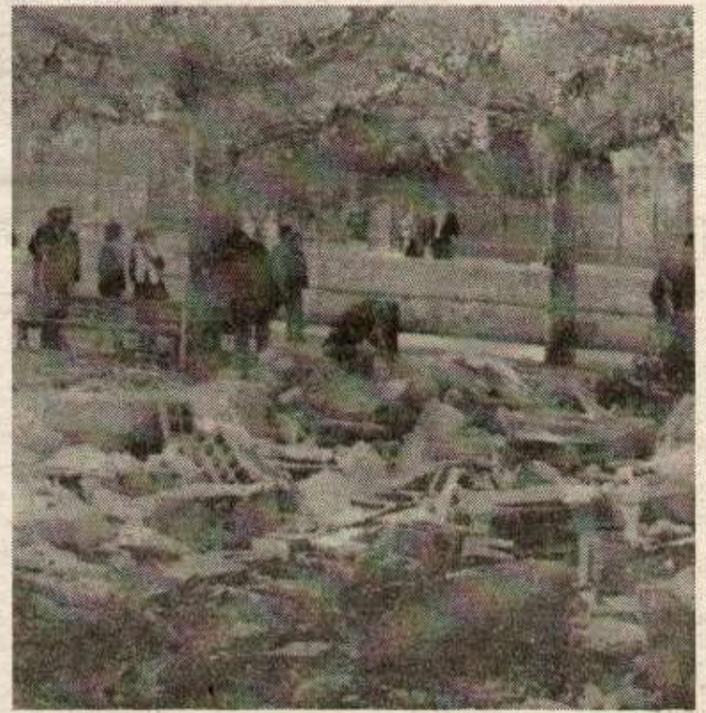
Un rapport qui décidément ne vas pas dans le sens des intérêts des travailleurs... D'ailleurs, le patronat ne s'y est pas trompé. Les Echos du 28/4/82, journal patronal, titre : « Dautresme : la relance de l'épargne : de bonnes mesures »...

Rubrique réalisée par  
Catherine LEMAIRE et Pierre BAUBY

**ATTENTAT RACISTE A ROMANS**

Un attentat à l'explosif a détruit les locaux de la mosquée de Romans (ville dont Georges Fillioud est maire) et qui devait être inaugurée prochainement. De toute évidence, l'ampleur des dégâts indique qu'il s'agit d'un travail de professionnel.

Ces derniers mois, une violente campagne raciste avait été menée, notamment sous l'impulsion du RPR. Des familles de travailleurs immigrés ont été l'objet de menaces selon lesquelles, s'ils allaient à la mosquée, ils sauteraient avec...



DROITE

## UN CHEVAL DE BATAILLE NOMMÉ « SECURITÉ »

L'attentat criminel de la rue Marbœuf, survenant après celui commis contre le train « le Capitole », a été suivi du déchaînement des forces de droite, accusant le laxisme du gouvernement et allant jusqu'à réclamer la démission du président de la République. Depuis le 10 mai, la droite a fait de la « sécurité des Français » son cheval de bataille favori pour créer autour d'elle un rassemblement de la peur. La démarche est claire : on crie que l'insécurité se développe, que le gouvernement est incapable de satisfaire le besoin de sécurité de la population et que, par conséquent, il faut le chasser. L'attentat de la rue Marbœuf a été mis à profit dans cette campagne. Le clou en a été atteint par les déclarations du président du groupe RPR, Labbé, s'exclamant : « ... nous avons à demander à ces dirigeants de partir... Qu'ils s'en aillent, ce sont des incapables. ». Le ban et l'arrière-ban de la droite et de l'extrême-droite se mobilisent au nom de la « sécurité ».

On parle couramment, pour l'attentat de la rue Marbœuf, d'un crime dont l'origine serait syrienne. C'est, en effet, tout à fait possible. Pour ce qui est de l'attentat commis contre « le Capitole », on se perd dans les hypothèses. Va-t-on voir se multiplier de tels attentats criminels, frappant aveuglément au milieu d'une foule? Si tel était le cas, il y aurait là la volonté de semer la peur dans la population française. De tels crimes peuvent avoir pour source un terrorisme international utilisé dans la stratégie de grandes puissances. Les liens du fameux « Carlos » avec les services soviétiques paraissent, par exemple, établis. Mais on ne nous enlèvera pas de l'idée que certaines forces françaises peuvent être tout à fait tentées par l'organisation d'une déstabilisation qu'elles considéreraient comme profitable à leur avenir. Que sont donc allées apprendre auprès de Pinochet ces délégations de politiciens de l'UDF et du RPR qui se sont rendues au Chili ces derniers mois? Que font les membres du SAC depuis la tuerie d'Auriol? Ces dernières années nous ont montré que chez ces gens-là on ne reculait pas, à l'occasion, devant les opérations provocatrices. Et que le respect de la vie humaine (n'est-ce pas M. Papon?) n'était pas leur trait dominant. Enfin, en Italie, en Allemagne, on a pu voir des crimes semblables commis par des bandes fascistes.

Des gens, comme Messieurs Pas-



Labbé : « Qu'ils s'en aillent... »

qua, ex-chef du SAC, Médecin, qui fit de Nice un repaire du fascisme international, font preuve d'un activisme qu'il est bon d'avoir à l'œil. Leur empressement à pourfendre « le terrorisme » est suspect.

Ce qui est sûr également c'est que cette campagne a pour but de combattre des mesures remettant en cause l'arsenal répressif mis en place ces dernières années. Et, dans ce domaine, c'est la droite qui, finalement, continue à donner le ton. L'adoption par le gouvernement du projet de loi légalisant les contrôles d'identité a, par exemple, permis à Peyrefitte, triomphant, de déclarer : « ... c'est "blanc bonnet et bonnet blanc". Cette disposition avait été sans doute la plus violemment critiquée de toutes; elle est rétablie... Il faut se féliciter que le sens des responsabilités et la perception du réel aient fini par l'emporter... ». Or, la mise en œuvre de ce projet qui laisse la place libre à l'arbitraire policier va permettre, légalement, la multiplication de la chasse au faciès. Sur le terrain des libertés, la droite vient ainsi de marquer un point, faisant adopter au gouvernement une mesure tirée de l'arsenal répressif de droite. Ce qui ne peut que l'encourager à continuer ainsi.

P.B.



BIP...BIP...

## PASQUA AU SECOURS DE LA DEMOCRATIE

Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, entend relancer l'activité de l'association « Solidarité et défense des libertés », qu'il a fondée en 1981. Le 3 mai à 18h30, place de l'Alma à Paris, la dite association organisait une manifestation sur le thème : « Halte au terrorisme et à l'insécurité ». L'objectif avancé : protestation contre l'attentat de la rue Marbœuf, mais aussi contre la visite, à partir du 4 mai en France, du vice-président cubain, Carlo Raphaël Rodrigues.

« Depuis le 10 mai, la France a noué de nombreux contacts avec des pays ou des mouvements politiques qui ont choisi la violence » a expliqué Pasqua au cours d'une conférence de presse. Il semble bien que ce soit le RPR qui ait choisi de nouer des relations avec des régimes basés sur la violence, et ce en la personne de Maurice Papon, RPR, ex-député, ex-ministre du Budget, qui en novembre dernier, de retour du Chili, vantait les mérites de Pinochet et proposait de renforcer les liens de la France avec ce pays sous la botte fasciste.

N'était-ce pas Tranchant, député RPR des Hauts-de-Seine, qui déclarait à la même époque : « Le Chili, c'est un pays riche. Pinochet a finalement réussi une sorte de démocratie... ». Or, ni Papon, ni Tranchant n'ont été désavoués, ni exclus du RPR pour avoir vanté des régimes basés sur la violence. Quant à Toubon, député RPR de Paris, ne déclarait-il pas tranquillement : « Nous allons en arriver au rapport de force physique ». Aujourd'hui, Toubon fait partie des membres fondateurs de l'association « Solidarité et défense des libertés ».

Mais tout cela ne gêne nullement Pasqua qui a poursuivi ainsi : « En épurant la police et en l'empêchant d'agir dans le strict cadre de la loi, en baillonnant et en politisant la justice, le gouvernement a créé les conditions du développement du terrorisme en France. » En quoi M. Pasqua est-il qualifié pour parler du terrorisme? On se le demande bien. Est-ce à titre de membre fondateur et de vice-pré-

sident, en 1968, d'une organisation terroriste appelée Service d'action civique, organisation composée d'extrémistes de l'OAS, de fascistes notoires et d'hommes de main et dirigée contre le mouvement populaire. Est-il qualifié pour parler d'insécurité et de lutte contre le terrorisme, lui qui au lendemain du massacre d'Auriol prétendait tout ignorer de l'existence du SAC? En fait, au-delà des manœuvres politiciennes, la droite et Pasqua en tête ont réenfourché le cheval de bataille de l'insécurité et du terrorisme pour infléchir la politique du gouvernement vers un intensification de la répression. En la matière, ni les Ponia, ni les Peyrefitte, ni les Bonnet n'ont de leçon à donner à personne, eux qui n'ont pas réussi à retrouver ni les assassins de Curiel, de Goldmann, de Laïd Sebaï, ni les terroristes de Copernic, ni tous les auteurs d'attentats racistes. Ceux qui parlent aujourd'hui de laxisme faisaient preuve d'une complaisance coupable vis-à-vis des terroristes de l'Internationale noire.

Léon CLADEL

Il y a comme une escalade dans les insultes et la mise en cause du gouvernement par la droite. C'est la haine qu'expriment les propos insultants que l'ancien ministre de l'Intérieur, Bonnet, vient d'avoir à l'adresse du ministre de la Justice. « Il est le reflet — a-t-il dit — de ce que l'on pense dans ce que Guy de Maupassant appelait déjà la "moisissure" d'une certaine société parisienne évoluée. ». « Moisissure », « pourriture » chacun peut faire le rapprochement. De telles paroles, dans la tradition des ligues fascistes, expriment l'état d'esprit qui anime actuellement les milieux politiques de droite. Comment des hommes de main n'y verraient-ils pas un encouragement pour des passages aux actes?

## LE BLOC NOTES DU PARTI

Il y a eu quelques cent personnes à la soirée qu'organisent chaque année les camarades d'Orléans à la veille du 1<sup>er</sup> Mai; autour d'un apéritif, on y a beaucoup discuté avec des amis et des militants syndicalistes, des questions du changement, de l'unité... Le lendemain, la manifestation était réalisée unitairement et le parti a appelé à y participer massivement.

Notre parti a été actif dans toutes les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, soutenant toutes les initiatives unitaires et de rassemblement et y participant là où elles ont eu lieu, étant présent dans les cortèges différents quand cela était le cas. Les camarades ont largement diffusé le « 4 pages » du parti avant et pendant le 1<sup>er</sup> Mai « Rassembler les forces populaires », à 50 000 exemplaires.

Le 24 avril, la réunion-discussion sur la question de l'unité d'action syndicale organisée par le CP

Essonne a rassemblé une vingtaine de militants syndicalistes. Discussion positive qui s'est efforcée d'aller dans le sens des intérêts de classe des travailleurs aujourd'hui.

La fête de Valabre, organisée par le Comité régional de Provence pour le premier week-end de juin, se prépare activement. Côté animation culturelle : Gilles Servat sera présent et aussi des chanteurs et groupes régionaux.

Au sommaire de PROLETARIAT N° 24 : Le XXIV<sup>e</sup> Congrès du PCF, un congrès qui ne va pas au fond des problèmes; à propos d'un document du Parti communiste chinois; le Plan intérimaire 82-83; 1945-1982, éclatements du Mouvement communiste international.

Un numéro : 15,00frs; abonnement (4 numéros) : 50,00frs. Le commander à Proletariat, BP 320. 13213 Marseille Cedex 1.

dimanche 6 juin  
10h à 20h

**FÊTE**

avec DAUMAS & GILLES SERVAT

**VALABRE**

**fête de l'humanité rouge parc de loisirs**  
(route luynes gardanne - bouches du rhône)  
demandez la vignette à des militants, ou au p.c.m.f. 26, bd des dames 13002 marseille

## LE COURAGE DES O.S.

Pour être un événement, c'est un événement! Pour la première fois depuis sa mise en route, en 1974, l'usine Citroën d'Aulnay est paralysée par la grève. Et depuis 1968, c'est la première grande lutte qui met en échec le système dictatorial Citroën.

Tout a démarré le jeudi 22 avril quand l'équipe du soir a débrayé pendant trois heures. « Je ne discute pas avec des bougnoules, vous n'êtes que des esclaves » leur a répondu le chef d'atelier, dans la pure tradition Citroën. Aussitôt, la grève entraînait 1 500 O.S. de l'équipe du soir. Le lendemain la grève était totale. Grève pour les salaires, contre les cadences, mais aussi grève pour la dignité, pour les libertés syndicales et individuelles. Depuis, l'usine d'Aulnay est paralysée. Des piquets de grève sont installés devant les entrées. La production quotidienne, d'environ 800 véhicules, est interrompue.

Un responsable CGT de l'usine et des grévistes m'expliquent comment ça marche à Aulnay, une usine de 5 500 ouvriers dont 3 800 sont immigrés. Eh oui, on ne le dira jamais assez : les succès de « notre » industrie automobile reposent sur la surexploitation d'une main-d'œuvre en grande majorité immigrée, surtout sur les chaînes.

Les paroles se bousculent dans la bouche de ces hommes, ils ont tant et tant de choses à dire, à dénoncer. Celui-ci, dans l'atelier duquel tout est parti, est un responsable du syndicat CGT. Il est Marocain. Du courage, il lui en a fallu pour monter le syndicat. On l'a menacé de mort, l'arme au poing; on a menacé sa femme et ses enfants. Mais il a tenu bon. Et maintenant, tous les autres sont là, avec lui, dans la lutte. Celui-là, Marocain lui aussi, est délégué CGT. Ordre fut donné par les chefs de le mettre en quarantaine; tout le monde devait faire le vide autour de lui; ceux qui

Tui adressaient la parole étaient convoqués et menacés dans leur emploi. Il a tenu bon. Les agressions physiques font partie des mœurs de la direction et de ses nervis de la CSL. C'est ainsi que, récemment, Mohamed El Harrari, délégué CFDT, a été attaqué par cinq individus qui l'ont frappé. Tous racontent. Comment on déplace la « mauvaise tête » de poste en poste, soumis à des cadences infernales, sans avoir le temps de s'habituer à chaque nouveau poste, dans l'espoir qu'il craquera, donnera sa démission. Comment, d'office, 100 francs sont retenus sur la paie pour la CSL, l'ex-CFT rebaptisée après qu'un de ses nervis, employé par Citroën, eut tué l'ouvrier Pierre Maître, à Reims. Comment la direction organise les élections professionnelles dans l'usine : après avoir voté, tu dois ramener à ton chef, les bulletins CGT ou CFDT pour prouver que tu n'as pas voté pour eux. Et pour plus de sûreté et qu'on puisse vérifier que tu as bien voté pour la CSL, il y a des marques distinctives sur ton bulletin de vote. Gare à toi si tu as mal voté!

Lors d'une conférence de presse organisée par la CGT, avant la grève, pour dénoncer la répression, des travailleurs avaient apporté ces témoignages : « Pendant six ans, j'étais à la CSL; je n'ai jamais eu de problème. En juillet, j'ai adhéré à la CGT; depuis, je change de poste toutes les semaines, j'ai des avertissements, je n'ai plus le droit de parler à mes copains, ils leur défendent de m'adresser la parole en leur déconseillant de parler avec « cette saloperie ». « J'étais ouvrier cariste; un beau jour, ils ont mis un chauffeur à ma disposition pour m'emmener à l'autre bout de l'usine. Là, ils m'ont mis à faire le manœuvre sur une chaîne; j'ai cherché des explications. J'ai appris que j'avais parlé avec des gars de la CGT et qu'ils avaient peur car je suis très

populaire. »

Et puis, il y a le racisme, dont l'insulte citée plus haut et le tract ordurier ci-contre donnent une idée.

Ils racontent aussi comment, chez Citroën, il n'y a pas d'accident du travail; la direction refuse tout simplement de les reconnaître. Cet ouvrier qui me parle avait été renversé par une voiture durant le travail, il lui a quand même fallu continuer à venir travailler. Celui-là a eu un petit accident à la main, les chefs n'ont pas voulu en entendre parler. Comment, pour toute réclamation, ils sont obligés de passer par des interprètes nommés par la direction.

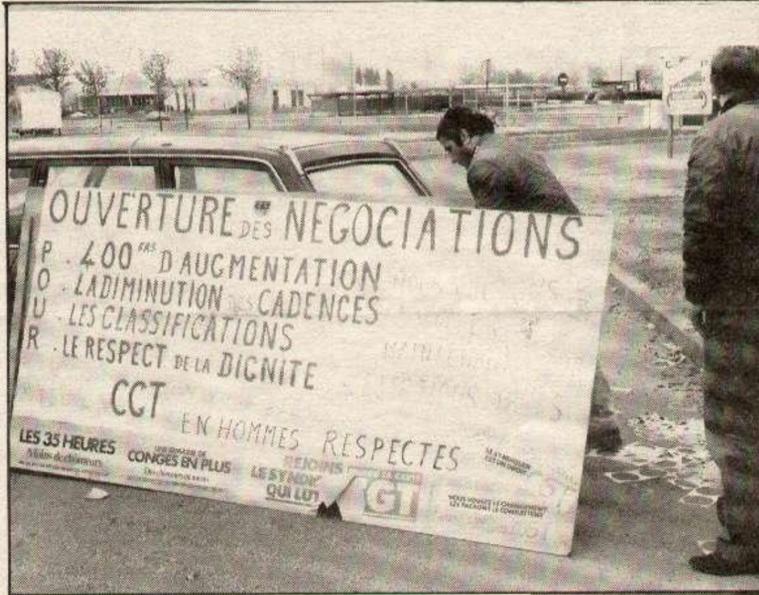
Quant aux cadences, tous sont unanimes pour dire qu'elles sont intolérables. L'un d'entre eux évoque « Les temps modernes », le film de Charlie Chaplin. Au cours de ces dernières années, environ 2 000 emplois ont été supprimés. Par la pression, sous le couvert des fameux 10 000 francs, de nombreux immigrés ont été licenciés. Mais la production, elle, a augmenté. Un moins grand nombre d'ouvriers produit plus qu'avant. La réduction des cadences est une revendication essentielle.

Quant aux salaires... Le maximum pour un O.S. est de 3 800 francs. Ce sont les plus bas salaires de l'industrie automobile. La partie mobile, représentée par le boni, est de 400 à 500 francs. Ce qui fait que les salaires subissent des variations très importantes d'un mois sur l'autre, allant de 3 300 à 3 800 francs, selon que tu as pu réaliser les cadences ou pas. Voilà pourquoi les grévistes réclament 400 francs d'augmentation pour tous.

La situation créée par le 10 mai a joué un rôle très important pour que Citroën ne puisse plus régner comme avant, pour que les « esclaves » s'engagent dans la lutte ouverte. Avant, la direction de Citroën pouvait compter sur le plein appui du pouvoir po-



Un an après l'élection présidentielle, ce 1<sup>er</sup> mai aura été marqué par la lutte des travailleurs de Citroën. Une lutte dont les enjeux essentiels sont les libertés syndicales et les droits des travailleurs dans l'entreprise. La direction de Citroën veut que les travailleurs de ses usines continuent à subir son système dictatorial : chasse aux syndicalistes, violences des nervis, négation de la dignité des travailleurs. Imposer les libertés syndicales chez Citroën constituera un pas en avant important pour le mouvement ouvrier de ce pays.



### Les nervis

Depuis le début de la grève à Aulnay, les nervis de la CSL multiplient les agressions pour tenter de briser la grève et éviter son extension. Ce qui n'a pas pu empêcher que la grève soit maintenant étendue à l'usine de Levallois.

A Aulnay, au matin du 3 mai, les hommes de main de la direction ont tenté d'interdire la mise en place des piquets de grève en barrant les routes. Mais ils ont dû reculer.

A l'usine de Levallois, des travailleurs d'Aulnay qui venaient appeler leurs camarades à manifester le 1<sup>er</sup> mai ont été accueillis par un groupe de nervis de la CSL armés de matraques. Dans un atelier, un délégué CGT, Camposo, a été agressé et blessé. L'atelier a débrayé pour riposter à cette agression.

Le 4 mai, à Levallois toujours, alors que la grève démarrait, environ trois cents hommes de main ont attaqué les grévistes, les frappant à coups de matraques. Trois ouvriers ont été blessés. A Levallois, comme à Aulnay, l'usine est occupée par les truands du patronat.



C'était en 1976, Alphonse Camposo venait d'être agressé. Il l'a été à nouveau il y a quelques jours. Des violences signées CSL.

Ces nouvelles exactions commises par la CSL montrent la brûlante actualité que garde l'exigence de la dissolution de cette officine patronale. La CSL n'est pas un syndicat; c'est une milice anti-ouvrière, une troupe de choc du fascisme.



Pierre BURNAND.

### LE RACISME

Ce tract raciste, distribué par les fascistes du Front national de Le Pen, a été mis en circulation à l'intérieur de l'usine d'Aulnay. Les travailleurs immigrés de l'équipe du matin l'ont trouvé dans leurs vestiaires. (Les fautes d'orthographe sont certifiées d'origine...)

Mont très cher Mustafa, Avec la grâce d'Allah tout puissant, nous sommes devenus les maîtres et seigneurs de France. Je me demande pourquoi tu hésites à venir nous rejoindre.

Ici, tu travailleras et tu seras considéré. Ta femme et tes enfants viendront te rejoindre. Tu verras, c'est très intéressant, les allocations surtout lorsque tu as 10 à 15 enfants. Attention : une seule de tes femmes sera considérée comme légitime. Les autres seront inscrites comme célibataires ayant charge de famille. Pour les lois sociales, c'est très intéressant.

Tu mettras tes femmes au travail, pas longtemps, juste le temps qu'il faut pour pouvoir toucher les allocations de chômage et elles iront pointer.

Sois sans crainte, ce n'est pas difficile et cela ne prend presque pas de temps, une dizaine de minutes parce qu'il faut faire la file à cause de tous ces étrangers (les Larue, les Dupont, etc...) qu'il faut quand même faire passer. Lorsque nous serons au pouvoir, on créera des guichets pour eux. En attendant, comme c'est les français qui paient, il faut se montrer patient.

Les français vénèrent les Saints. C'est une bonne chose, car bien entendu, Allah veille sur nous. Depuis que nous sommes ici, nous avons un peu adopté les coutumes locales et nous sommes aussi notre Saint.

Saint Dicat est bon, fort, puissant et nous protège contre les étrangers. Il arrange tout. Si tu oublies de pointer, tu t'adresses au Saint Dicat. Il porte trois noms : CFTC, CGT, FO.

Au syndicat CGT, il y a des employés arabes. Ils écrivent aussi pour servir les français, mais c'est provisoire, car ceux-ci ne font aucun effort pour apprendre l'arabe, sauf pour les chiffres qu'ils ont adoptés depuis des siècles.

N'hésite donc plus, viens avec tes femmes et tes enfants, frères et oncles.

Ne t'inquiète surtout pas d'être malade avec la nourriture des français (ils mangent du porc...) car il y a la Moutouelle. Tu travailles six mois et puis... tu es malade et tu touches la Moutouelle et, avec les allocations familiales de 10 gosses, tu peux vivre bien et pour rester en forme, tu vas travailler en noir.

Si ta femme doit accoucher et qu'il n'y a pas de place à l'hôpital, ne t'en fais pas, on va ailleurs. C'est quand même l'assistance publique qui paie. Si un gosse tombe malade ou une de tes femmes non légitimes, ce sont encore les français qui paient.

Alors tu vois que ta présence ici est indispensable et sait si tu ne seras pas élu au futur Conseil des Zimmigrés.

Viens vite, nous t'attendons très nombreux. Bien à toi, Ton cousin Ben Ahmed Sidi Par Allah et à la grâce de Dieu.

## RENAULT-FLINS

### UN SUCCES TRES SIGNIFICATIF

« On a gagné ! » : tel était bien le sentiment des travailleurs en lutte de Renault Flins quand, après d'ultimes négociations, la direction cédait sur les derniers points sur lesquels ses positions ne pouvaient être acceptées. En particulier la question des sanctions : la direction s'engageait enfin par écrit à ce qu'aucun travailleur ne soit sanctionné à l'issue du conflit.

Les trois syndicats, en commun, ont décrit en ces termes les résultats obtenus par les travailleurs, à l'issue du vote par lequel ces derniers en ont approuvé à une large majorité le contenu :

« La direction s'engage à prendre des dispositions pour porter à la connaissance du personnel les charges de travail qui lui sont demandées notamment par :

— l'affichage des engagements par type de véhicule, de la vitesse de la chaîne et des effectifs correspondants,

— chaque travailleur pourra connaître les temps des opérations qu'il effectue.

« Par rapport aux propositions précédentes, la direction étend le bénéfice de la formation au coefficient 180, donc tous les coefficients de 165 à 180 sont maintenant concernés. La prime d'attente ne disparaît pas lorsqu'un travailleur obtient 5 points par les UPA, sauf s'il s'agit du passage de 180 à 185.

« La valeur de la prime d'attente est fixée à 100 francs à partir du 1<sup>er</sup> avril 82 par versement d'un acompte le 12 mai. Cette prime est revalorisable avec les augmentations générales des salaires.

« Reste le cas des postes fixes, c'est-à-dire les machines individuelles non alimentées par chaîne, où la direction s'est engagée à donner la prime d'attente à ces travailleurs d'ici la fin 1982. Ensuite, ils pourront bénéficier de la formation.

« La direction s'engage à résoudre le cas des travailleurs inaptes aux postes en chaîne d'une façon favorable. »

On le voit, les avancées sont nettes sur des points aussi importants pour les O.S. que le contrôle des cadences ou la formation; il y a une voie ouverte pour transformer ce terrible travail à la chaîne.

Ces avancées viennent compléter celles déjà acquises, et fort importantes aussi, en particulier pour les immigrés : la possibilité d'accoler cinquième semaine et congés d'ancienneté au congé principal ainsi que les facilités et réductions pour le voyage en avion pour aller au pays.

Par ailleurs, quatre journées de grève seront « neutralisées » (payées) et les pertes de salaire pour les grévistes étalées sur quatre mois à compter du 7 mai.

Certes tout n'est pas réglé; de nombreux problèmes restent posés pour les diverses catégories de travailleurs (notamment en ce qui concerne les grilles de salaire, l'évolution des classifications).

Mais un pas important a été franchi :

— après les hésitations et tentatives inquiétantes, la direction a en fin de compte « opté » pour une attitude plus raisonnable, d'où la possibilité d'une issue favorable sans que l'emporte la tentation de la force, aux conséquences toujours graves. Cela est important pour Renault et les

travailleurs de cette grande entreprise, pour aujourd'hui et pour l'avenir. Mais cela dépasse largement la Régie : il suffit pour s'en convaincre de lire les commentaires quasi-hystériques de J. Cau dans *Paris-Match*. Cette lutte a contribué à encourager celle des ouvriers de Citroën ou de Talbot (plusieurs débrayages ont eu lieu à Poissy ces jours derniers). De fait, qu'on y songe bien, pourquoi ce qui est possible à Renault, qui n'a rien à envier quant aux résultats économiques à Peugeot-Citroën-Talbot, ne serait-il pas possible chez ces derniers? Le patronat qui continue à associer ses profits à l'écrasement des libertés élémentaires, légales et reconnues ailleurs, des travailleurs qu'il exploite, en s'appuyant sur la force brutale, les pressions les plus viles, les milices et officines du type CFT, ce patronat ne s'y est pas trompé, qui à travers J. Cau, hurle dans les colonnes de *Paris-Match*.

La direction de Renault a certes opté pour la raison, mais on peut dire qu'il a vraiment fallu la pousser! L'action des travailleurs a été tout à fait déterminante. On peut dire, avec les syndicats, que « les travailleurs ont fait reculer la direction parce qu'ils ont lutté dans l'unité avec leurs organisations syndicales, faisant preuve de responsabilité. » On peut d'ailleurs ajouter que ce sont les travailleurs en lutte qui ont conquis, au fil des conflits, l'unité syndicale même, sans laquelle l'issue du conflit n'aurait certainement pas été un tel succès!

Il est également certain que la présence d'un gouvernement de gauche (qui a pesé sans aucun doute dans le sens de la raison auprès de la direction) a été un facteur favorable important pour les travailleurs. Cela vaut aujourd'hui pour ceux de Citroën, quoique à un niveau différent.

Les déchaînements actuels de la droite, contre ce gouvernement, et en même temps d'ailleurs les déchaînements à caractère raciste de *Paris-Match*, Aulnay ou Romans contre les immigrés, reflètent, entre autres, sans doute le bilan que, ce qu'il y a de plus réactionnaire en France, fait du conflit de Renault-Flins.

Gilles CARPENTIER

## 8e CONGRES DE L'UGICT-CGT

### AU CŒUR DES PROBLEMES

Le VIII<sup>e</sup> Congrès de l'UGICT-CGT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens, organisant aussi les agents de maîtrise) s'est déroulé à Nanterre du 22 au 25 avril. Alain Obadia, secrétaire général adjoint, y a présenté le rapport d'ouverture. Il a été élu secrétaire général à l'issue du congrès, remplaçant René Le Guen qui s'est retiré pour se consacrer à des tâches politiques (au sein du PCF).

Compte tenu du rôle des catégories sociales qu'organise l'UGICT, un an après le changement de gouvernement, ce congrès revêtait une importance particulière, d'autant qu'il intervenait quelques semaines avant celui, confédéral, de la CGT.

L'UGICT affiche 320 000 adhérents (avec une forte implantation dans les secteurs public et nationalisé) sur les 4 millions de salariés environ que comptent les catégories auxquelles elle s'adresse.

Le gouvernement a reconnu dans les faits sa représentativité en l'invitant à la récente table ronde sur l'encadrement qu'il organisait.

Des débats comme des rapports présentés ou documents (d'orientation, revendicatif) adoptés, et aussi des échanges lors d'un fort intéressant déjeuner de presse (auquel participaient Alain Obadia, René Le Guen et Henri Krasucki), on peut tirer quelques réflexions qui ne rendent bien entendu pas compte de l'ensemble des questions abordées.

G.C.

A n'en pas douter les catégories sociales que constituent les ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise (soit environ 4 millions de salariés) sont un enjeu politique de première importance.

#### LES ICT : UN ENJEU DE PREMIERE IMPORTANCE

Lors des élections (présidentielles puis législatives) de mai-juin 1981, ces catégories sont de celles qui, parmi ce qu'on a appelé les couches moyennes, ont fait basculer la majorité au pro-

fit de la gauche.

La politique d'austérité de Giscard-Barre ne les avait pas épargnées ni au plan de l'emploi, ni au plan du pouvoir d'achat. On avait vu à cette époque la CGC, elle-même, appeler à une manifestation de rue.

Aujourd'hui, au-delà des attitudes revendicatives qui l'avaient fait descendre dans la rue du temps de Barre, la CGC se range assez nettement dans le camp politique de la droite. Ce qui pose avec d'autant plus d'acuité la question (posée et développée sous de multiples aspects par Henri Krasucki intervenant en fin de congrès au nom de la confédération) : de quel côté vont se placer en définitive les ICT-AM?...

Certes, les cadres, ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise constituent globalement ce qu'on pourrait appeler la courroie de transmission dans les entreprises des politiques économique, industrielle, voire sociale du patronat, de la classe capitaliste. C'est du moins le rôle que patronat et classe capitaliste entendent leur faire jouer; c'est largement dans ce sens qu'ils sont formés depuis des décennies.

Mais les contradictions se sont développées au fil du temps. La naissance même de la CGC en tant qu'organisation spécifique syndicale de cadres fut un événement au contenu positif, en un temps où la syndicalisation des cadres était pratiquement interdite.

Les évolutions économiques voyaient se développer ces couches, en particulier les fonctions techniques (en liaison avec le développement de nouvelles techniques de production) mais aussi les fonctions de gestion, la diversification des fonctions d'encadrement, etc... En même temps que leur développement se creusait leur différenciation, la plus grande partie s'éloignant en fait des conditions et du mode de vie des exploités.

Mai 68 vit entre autre ce début de rupture avec le capital de nombre de ceux qu'universités et écoles devaient pourtant former à le servir.

L'UGICT, affirmant la pleine convergence de son action et de ses buts avec ceux de la classe ouvrière, est le produit de ces évolutions (tout comme a pu l'être le mouvement de syndicalisation dans la même période de cadres et ingénieurs à un syndicat comme la CFDT).

La CGC, elle, est bien plus marquée par les fonctions originelles de l'encadrement, d'ailleurs perpétuées, développées, étendues, sous des formes adaptées, plus subtiles, qui ont fait l'objet de réflexions approfondies côté patronat (ce sont les nouvelles politiques, relations sociales mises en place par le patronat).

#### UNE VOIE ÉTROITE

Ces évolutions sont toujours en cours. On mesure les enjeux : d'importants, essentiels, relais de la politique économique, industrielle, dans les entreprises, et plus largement, de l'autorité aus-

si, face aux travailleurs.

L'acuité de la lutte est d'autant redoublée que le gouvernement a changé et que les cadres qui (comme ceux de l'UGICT) réfléchissaient depuis des années à une voie nouvelle, à un autre fonctionnement de l'économie, en faveur de la grande masse des travailleurs, au prix de réformes dont la première condition était le changement de gouvernement, se trouvent maintenant au stade « des travaux pratiques » (expression employée maintes fois lors de ce congrès).

En même temps apparaît l'étroitesse de la voie, résolument affirmée ouverte par l'UGICT, avec la situation nouvelle créée le 10 mai 1981 : « Des conditions réelles existent dans notre pays pour aller vers des transformations fondamentales. » disait d'emblée A. Obadia dans son rapport, ajoutant d'ailleurs aussitôt : « Rien n'est programmé. Rien n'est joué d'avance. Rien n'est inéluctable. Pas plus le succès que l'échec. »

Voie étroite? Comment par exemple lier les avancées revendicatives à la réussite des transformations économiques et sociales engagées (et qui doivent être le moyen de rendre effectives et durables ces avancées)? Comment appliquer cette optique, qui est celle de l'UGICT, au problème des critères de gestion? En matière de rentabilité des entreprises (question éminemment sensible, par fonction, aux cadres) comment mesurer ce que l'entreprise, l'économie peut se permettre comme avancée sociale?

Concernant les droits nouveaux (autre point important débattu par le congrès), ils supposent l'instauration de nouveaux rapports hiérarchiques, une évolution de la conception de l'autorité, ce qui interpelle les cadres. La lutte est acharnée sur ce point car la politique patronale prend bien en compte les problèmes soulevés pour les dévoyer, dans le sens de l'intégration...

Sur ce point comme sur d'autres, Alain Obadia estime qu'il y a interrogations chez les cadres, mais pas rejets des orientations nouvelles (comme le prétend la CGC). Il est convaincu que la majorité des cadres, y compris influencés par la CGC, est prête à œuvrer au changement. L'UGICT propose d'ailleurs que l'ensemble des cadres participent aux mises en œuvre des objectifs.

À la fin de son rapport, Alain Obadia disait des cadres qu'« ils veulent construire et ils s'interrogent sur comment construire ». L'UGICT, visiblement dynamisée par le changement du 10 mai, avait placé son VIII<sup>e</sup> Congrès sous le triple mot d'ordre de « Proposer, Agir, Construire » : elle répond ainsi très certainement à de larges préoccupations des catégories auxquelles elle s'adresse.

En outre, entre intégration patronale et gestion de la crise, elle peut, face à la droite, aux organisations, aux politiques patronales, contribuer à faire avancer les choses en faveur de tous les travailleurs, sur des points importants.

## POLOGNE

### LE PEUPLE RESISTE

A ceux qui le rêvaient normalisé, soumis, le peuple polonais vient d'apporter deux démentis cinglants. Par dizaines de milliers, des Polonais ont manifesté les 1<sup>er</sup> Mai et 3 mai, en dépit des graves conséquences que cela pouvait avoir pour eux. Malgré la répression, les arrestations, les condamnations, ils ont proclamé leur refus de l'état de guerre, leur solidarité avec les syndicalistes emprisonnés, leur attachement à « Solidarité ». 1 372 personnes ont été arrêtées à la suite de ces manifestations.

Malgré l'état de guerre et la répression, les putschistes ne contrôlent donc pas la situation, n'ont pas réussi à imposer le silence à tout un peuple. La situation n'a pas fini d'évoluer en Pologne. La libération des syndicalistes emprisonnés et de toutes les victimes de la répression, la levée de l'état de guerre demeurent des exigences essentielles de la solidarité internationale.

P.B.

# ACCIDENTS DU TRAVAIL

## MOINS NOMBREUX MAIS PLUS GRAVES

Le nombre d'accidents du travail diminue. Certes. Autour de cette constatation certains font grand bruit. A l'aide des chiffres de la région Bourgogne-Franche-Comté, certaines précisions nuanceront cette affirmation. Il n'est tenu compte que des accidents de travail proprement dits, à l'exclusion des accidents de trajet et des maladies professionnelles.

### UNE FRÉQUENCE DIFFÉRENTE SELON LES BRANCHES

Le coefficient de fréquence représente le nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 100 salariés. Il varie de 14,63 dans le Bâtiment et Travaux publics à 3,15 dans la branche Eau-Gaz-Electricité.

Il n'y a donc de toute évidence pas les mêmes risques selon les branches où l'on exerce. En 80, un ouvrier du bâtiment sur 7 a été accidenté. Dans le Commerce, un sur 25 « seulement ».

Si l'on détaille à l'intérieur des branches, on constate que c'est dans les ateliers de mécanique générale qu'il y a eu le plus d'accidents avec un taux de fréquence de 23,28 en 80 : un ouvrier sur 4 victime d'un accident du travail avec arrêt !

De plus, la tendance à la baisse du nombre d'accidents n'est pas confirmée dans tous les secteurs. Les Caisse d'Assurance maladie découpent l'activité économique en 155 secteurs. De 79 à 80, 76 seulement enregistrent une diminution du taux de fréquence; 43 un taux constant et 36 une augmentation. Quelques exemples dans la branche métallurgie (voir tableau 1).

### UN ALLONGEMENT DE LA DURÉE DES ARRÊTS

Le nombre moyen de journées d'arrêt consécutif à un accident du travail varie également selon les branches professionnelles : de 20,98 jours dans l'Habillement à 37,26 dans le Transport-Manutention.

On observe que c'est souvent dans les branches où la fréquence d'accidents est la plus élevée que la durée de l'arrêt est la plus longue. Ainsi dans le Bâtiment-Travaux publics, qui a le coefficient de fréquence le plus élevé (14,63), la durée moyenne d'un

TABLEAU 1

Secteur	fréquence 79	fréquence 80
Laminage à froid du feuillard d'acier . . .	13,07	15,99
Fabrication de quincaillerie . . . . .	10,30	11,55
Fabrication de matériel de levage . . . . .	4,34	9,63

TABLEAU 2

Branches	Variations du coefficient gravité
Caoutchouc/papier carton . . . . .	plus 51,28%
Bois . . . . .	plus 35,10%
Bâtiment Travaux publics . . . . .	plus 25,56%
Transport Manutention . . . . .	plus 21,17%
Vêtement . . . . .	plus 14,11%
Chimie . . . . .	plus 10,50%
Pierres et terres à feu . . . . .	plus 4,95%
Commerce . . . . .	plus 4,86%
Métallurgie . . . . .	plus 4,11%
Livre . . . . .	plus 3,34%
Alimentation . . . . .	plus 2,64%
Textiles . . . . .	moins 0,06%
Divers . . . . .	moins 6,34%
Cuir et peaux . . . . .	moins 25,45%

arrêt est de 33,21 jours; dans la branche « pierres et terres à feu », le coefficient de fréquence est de 11,8, la durée de l'arrêt de 31,55. A l'inverse, dans l'Habillement (coefficient de fréquence 4,16), la durée de l'arrêt est inférieure à 21 jours.

Le coefficient de gravité représente le nombre de jours indemnisés pour 100 salariés. On y retrouve les mêmes distorsions, puisque pour le Bâtiment-Travaux publics il est de 494,21, mais 87,51 pour l'Habillement.

Toujours en Bourgogne-Franche-Comté, de 79 à 80, le coefficient de gravité ne diminue que dans trois branches (voir tableau 2).

Diminution de la fréquence des accidents du travail, mais augmentation du coefficient de gravité. Il y a donc allongement de la durée des arrêts qui font suite à un accident du travail.

Toutes branches confondues, voici l'évolution de la durée moyenne des arrêts suite à un accident du travail :

1977 . . . . .	26,13 jours
1978 . . . . .	26,76 jours
1979 . . . . .	26,18 jours
1980 . . . . .	28,43 jours

Quand au nombre d'accidents du travail qui donnent lieu à attribution d'une rente pour incapacité permanente, il est le suivant :

1977 . . . . .	6,49%
1978 . . . . .	6,86%
1979 . . . . .	7,04%
1980 . . . . .	6,40%

En conclusion, et pour la région Bourgogne-Franche-Comté tout au moins, s'il y a diminution du nombre d'accidents du travail, leur gravité tend à augmenter. Enfin, ajoutons que pour cette région, 59 accidents du travail furent mortels en 1980.

Correspondant

## GARDANNE (13)

### Le drapeau rouge flotte sur le puits Y

Depuis le 19 avril, les travailleurs qui à Gardanne œuvrent au fonçage d'un nouveau puits de mines, sont en grève. Les trois lettres du sigle CGT ont été dressées sur le chevalement du puits et les travailleurs de l'entreprise Quillery occupent jour et nuit le carreau, interdisant toute progression des travaux.

Il y a trois mois, ils avaient été obligés d'entrer en lutte pour que le syndicat CGT soit reconnu par la direction et pour organiser des élections professionnelles.

Depuis, la direction a usé de tous les moyens de pression pour remettre en cause ces avantages, les libertés individuelles et syndicales.

Elle oppose un refus total de négocier avec le syndicat de Gardanne qui revendique le troisième mois, la prime congés, une prime de poste de nuit et le respect des libertés syndicales. Ils exigent aussi que la prime de planning soit révisée. Accordée en fonction des mètres creusés, cette prime s'est réduite, d'une part du fait de difficultés géologiques telle qu'une nappe d'eau et d'autre part du fait que le syndicat a obtenu le renforcement des conditions de sécurité.

Quillery, grosse entreprise de Travaux publics, emploie environ 3 000 salariés et a obtenu l'adjudication de

ce chantier par les Houillères, tandis que la technologie est assurée par l'entreprise allemande Deilmann-Haniel. Dans cette branche, le patron joue à fond sur la division par chantier et la précarisation et ne signe d'accord qu'avec FO.

Organisée solidement dans leur section syndicale CGT, les travailleurs de Gardanne ne sont pas prêts à se satisfaire de cette situation. Effectuant un travail des plus difficiles, le creusement du plus grand puits d'Europe : 10 mètres de diamètre sur 1000 de profondeur, ils ne veulent pas être les laissés pour compte de la relance du charbon et revendiquent d'ores et déjà leur embauche définitive par les Houillères en fin de chantier.

Le 1<sup>er</sup> mai, ils étaient en force au défilé et organisaient un concours de boule sur le carreau de la mine.

Soutenus en permanence par l'UL et le Syndicat des mineurs, ils ont reçu la solidarité des élus du PCF et de notre parti. Mardi, ils devaient être reçus par la direction.

Ce puits Y, à peine creusé au tiers de sa profondeur, est ainsi marqué à sa naissance du sceau de l'action des travailleurs. Leur drapeau indique la voie du changement.

Hervé DASTAR

Abonnez vous!

(remplir en majuscules)

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Code postal et bureau distributeur : .....

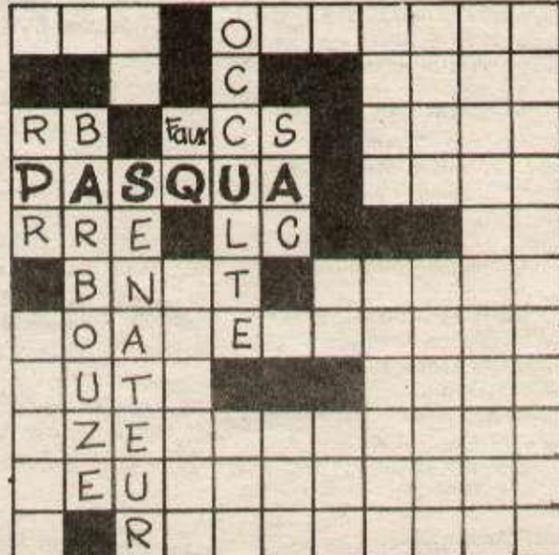
S'abonne  pour 6 mois : 80,00 Frs  soutien 6 mois : 120,00 Frs  
 pour 1 an : 150,00 Frs  soutien 1 an : 200,00 Frs

(je recevrai un numéro de Proletariat si je suis un nouvel abonné)  
A renvoyer à : Presse d'Aujourd'hui - BP 70 - 94220 CHARENTON  
Règlement à l'ordre de Presse d'Aujourd'hui

## L'HUMANITÉ ROUGE

Fondateur : Jacques JURQUET  
Directeur politique : Pierre BURNAND  
Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI  
Commission paritaire : N° 57952 - dépôt légal : 2<sup>ème</sup> trimestre 1982.  
Téléphone : 16 (1) 893. 87. 16.  
Adresse : Presse d'Aujourd'hui. BP70 94220 Charenton.

## DÉFINITION: DEFENSEUR des LIBERTES en 6 LETTRES



# LA DEPORTATION 1933—1945

## Contre l'horreur : l'espoir



Symbole du changement : le 8 mai est rétabli dans toute sa solennité comme date anniversaire de l'armistice du 8 mai 45. Rupture avec l'ère de Giscard, ce dernier avait supprimé le 8 mai comme jour chômé, transformant cette date en fête de la réconciliation et fête de tous les armistices, comme si l'on avait voulu faire oublier, banaliser toute une période de notre histoire, certes peu glorieuse pour certains politiciens de droite. Or, il s'agit de se souvenir, de dire ce qu'il s'est passé.

L'exposition sur la déportation qui se tient du 24 avril au 9 mai, évoque avec force l'univers concentrationnaire, mais aussi la résistance menée à l'intérieur même des camps contre la barbarie nazie.

Très peu de discours, mais de grandes photos, images d'horreur, sur la dépersonnalisation, sur la déshumanisation que le IIIe Reich infligeait à ses ennemis. Images d'horreur que celles de ces camps aseptisés, où toute trace d'extermination était soigneusement dissimulée aux yeux du visiteur extérieur. Humiliations, surexploitation, tortures infligées par la race des seigneurs à ceux qui étaient désignés comme les esclaves. « Je vivrais non déchu, mais traqué! Toute noblesse humaine étant emprisonnée! J'étais libre parmi les esclaves masqués. » Robert Desnos, mort au camp de Terezine en 1945.

Images de charniers qui s'opposent aux tentatives actuelles de dissimulation des faits, images toujours indispensables au mo-

ment où Faurisson récidive en appel devant la 16<sup>ème</sup> chambre correctionnelle de Paris et ressasse que les chambres à gaz n'ont jamais existé.

Images de la collaboration en France avec ces photos de la rafle du Vel-d'Hiv; avec ces photos du camp d'internement de Drancy. (Drancy : ça ne vous dit rien, M. Papon?). Images des kommandos de travail exploités par IG Farben, Berring, Krupp.

Avec les images, les témoignages recueillis pour cette exposition disent l'horreur du système nazi; mais aussi la force de toutes ces femmes, de tous ces hommes qui au cœur même du système nazi ont refusé de se mettre à genou.

C'est ce qu'on a appelé « la résistance spirituelle ». Ces êtres qu'on voulait déshumaniser, dépersonnaliser, réduire à l'état de bête et qui s'obstinaient à survivre, en développant une solidarité de tous les instants envers les plus affaiblis, qui sauvaient les enfants. Sur de mauvais bouts de carton, ils dessinaient, recopiaient des chansons de leur pays d'origine, comme ce Lapière, fondateur du SNI (Syndicat national des instituteurs) qui écrivit le plan d'une histoire de France avant de mourir à Dachau en 45.

Dans une multitude de témoignages montrés sur écran vidéo, les rescapés évoquent la résistance contre les expériences, le sabotage, les grèves dans les usines d'armements, les évasions. Témoignages sur la circulation de l'information avec l'écoute clandestine de radio Londres à

partir de TSF de fortune fabriquées sur place, et aussi la transmission d'informations aux Anglais. Il faut écouter Marcel Paul raconter l'insurrection de février 45 au camp de Buchenwald. Il faut voir exposée la mitrailleuse qui, avec un bazooka, 60 fusils, etc... faisait partie de l'arsenal clandestin constitué par l'organisation de résistance du camp.

Il faut aller voir ces images, écouter ces témoignages des combats moins célèbres que ceux d'Arranches ou de Stalingrad, mais combats quand même, menés au cœur de la citadelle nazie.

Organisée par la Commission de l'information historique pour la paix, créée en février 82 par le ministre des Anciens combattants, cette exposition est très importante. Elle nous rappelle que le nazisme, n'en déplaise à M. Bonnet, n'est pas un courant d'opinion comme les autres. Elle nous rappelle que les nazis ont commencé par brûler les livres et les synagogues, ce au moment où la mosquée de Romans vient d'être plastiquée. Souvenir, mais surtout leçon d'espoir de tous ceux qui au cœur du système fasciste, en pleine guerre mondiale, ont su défier les bourreaux.

Léon CLADEL

Exposition « Déportation 1933-1945 » : Esplanade du Trocadéro, du 24 avril au 9 mai 82 (inclus). Métro Trocadéro.

Conjointement, la cinémathèque de Chaillot organise un programme de films sur le système concentrationnaire nazi.

